

Différentiel d'inflation France-Allemagne : une approche sectorielle

Géraldine SEROUSSI
Raymond de PASTOR

Division "Synthèse Conjoncturelle"

Depuis plusieurs années, les économies allemande et française sont en phase. Les enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise donnent des résultats remarquablement synchrones, le produit intérieur brut évolue parallèlement dans les deux pays, l'écart de taux à court terme a disparu. On peut donc être surpris de constater un écart d'inflation entre la France et l'Allemagne. Une analyse sectorielle ne permet pas d'attribuer la divergence à une tendance de fond⁽¹⁾.

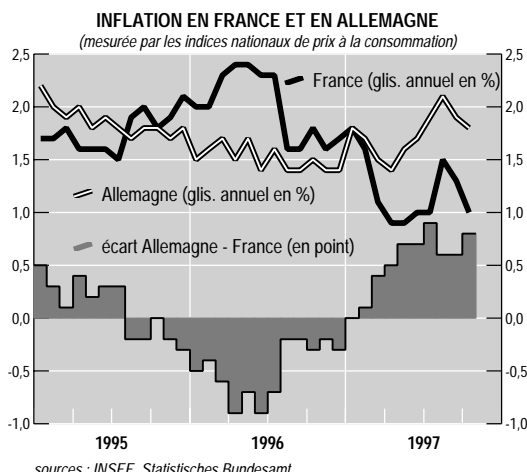
(1) Ce dossier a bénéficié de l'aide du Bureau des Affaires Européennes de la Direction de la Prévision.

Depuis janvier 1997, pour la deuxième fois en dix ans (cf. encadré 1), les prix français progressent plus lentement que les prix allemands. Ce phénomène est paradoxal. Les salaires augmentent plus vite en France qu'en Allemagne. Sur la base des évolutions de l'activité, on ne peut mettre en avant un décalage global de conjoncture pour justifier cet écart sensible (cf. graphiques 2 et 3). Par ailleurs, la dépréciation effective du mark, consécutive à la nette remontée du dollar sur une bonne partie de l'année 1997, est à peine plus prononcée que celle du franc. Dans ces conditions, la diffusion d'une inflation importée plus forte en Allemagne ne peut donc expliquer l'évolution de l'écart d'inflation en 1997. On ne peut enfin alléguer un bouleversement majeur comme l'a été, en 1991, la réunification - même si les Länder de l'Est contribuent encore aujourd'hui à renforcer l'inflation allemande (cf. tableau 1).

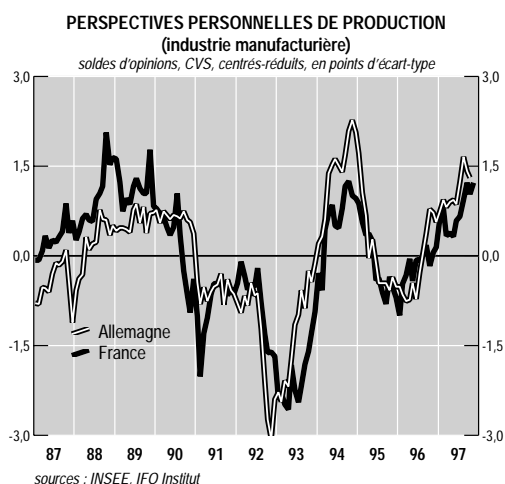
L'inversion de l'écart d'inflation en janvier dernier ne semble pas traduire de divergence fondamentale de la tendance des prix dans les deux pays. L'analyse menée dans ce dossier s'appuie sur le calcul des contributions des postes de l'indice à l'écart global d'inflation (cf. graphique 4). Elle permet d'identifier trois catégories de facteurs d'écarts entre la France et l'Allemagne de l'Ouest⁽²⁾ : ces écarts positifs ou négatifs sont dus à des chocs, des mesures de politique économique ou des facteurs statistiques. Trois des sept postes de l'indice sont responsables de l'évolution du différentiel de prix entre la France et l'Allemagne : "Alimentation", "Produits manufacturés" et "Énergie" (cf. tableau 2). Enfin, l'impact des facteurs identifiés est d'autant

(2) En l'absence de décomposition détaillée pour l'indice de l'Allemagne de l'Est, les regroupements effectués par la DGCCRF n'ont pu être faits que pour l'Allemagne de l'Ouest.

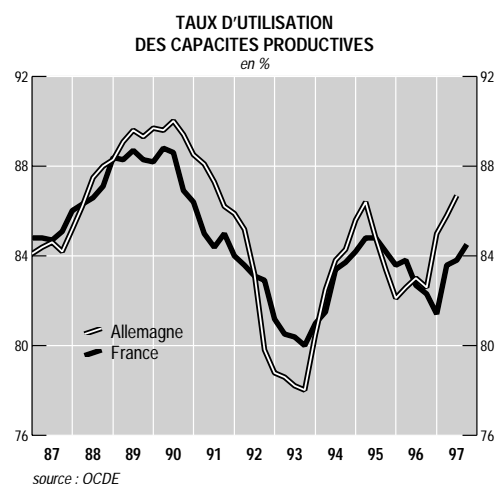
①



Différentiel d'inflation France-Allemagne : une approche sectorielle



②



③

Tableau 1 : Indices des prix à la consommation en France et en Allemagne

	<i>(glissements annuels en %)</i>															
	Juillet 96	Août 96	Sept. 96	Oct. 96	Nov 96	Déc. 96	Jan. 97	Fév. 97	Mars 97	Avril 97	Mai 97	Juin 97	Juil. 97	Août 97	Sept. 97	Oct. 97
France	2,3	1,6	1,6	1,8	1,6	1,7	1,8	1,6	1,1	0,9	0,9	1,0	1,0	1,5	1,3	1,0
Allemagne	1,6	1,4	1,4	1,5	1,4	1,4	1,8	1,7	1,5	1,4	1,6	1,7	1,9	2,1	1,9	1,8
dont Ouest	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,4	1,9	1,7	1,6	1,3	1,5	1,7	1,7	2,0	1,8	1,7
Ecart (1)	-0,7	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3	0,0	0,1	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	0,6	0,6	0,8

(1) : Allemagne - France
Sources : INSEE et DGCCRF

Tableau 2 : Glissements annuels des prix à la consommation dans 7 secteurs en Allemagne de l'Ouest et en France (*)

	1997	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.
Produits alimentaires	France	2,5	1,5	0,2	0,5	0,6	1,2	1,6	2,6	2,7	2,8
	Allemagne	1,2	0,8	0,2	0,5	1,4	1,6	1,3	1,5	2,0	2,1
dont Produits frais	France	9,5	0,1	-8,8	-5,9	-5,8	-2,3	0,4	8,3	9,1	9,2
	Allemagne	5,1	1,1	-5,5	-3,5	1,0	0,3	-2,0	-0,8	3,2	5,3
dont Alimentation hors produits frais	France	1,5	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,9
	Allemagne	0,8	0,8	0,8	0,8	1,4	1,8	1,7	1,8	1,7	1,7
Produits manufacturés	France	0,0	0,5	0,0	0,0	-0,1	-0,3	-0,6	-0,2	-0,2	-0,5
	Allemagne	0,2	0,2	0,0	-0,1	0,1	0,2	0,8	0,9	0,9	0,9
Énergie	France	6,1	5,3	3,9	2,1	1,4	1,9	1,6	2,9	1,4	0,1
	Allemagne	5,7	4,0	3,0	1,0	1,5	1,7	1,6	3,9	1,2	0,1
Services du secteur privé hors assurances	France	1,8	1,7	1,6	1,7	1,7	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
	Allemagne	1,6	1,6	1,8	1,1	1,4	1,3	1,3	1,4	1,2	0,9
Loyers (1)	France	2,2	2,0	1,9	1,6	1,6	1,5	1,6	1,6	1,5	1,8
	Allemagne	2,9	2,9	2,8	3,0	2,9	2,9	2,8	2,8	2,7	2,5
Tarifs publics y.c. tabac	France	2,9	2,5	2,8	2,9	3,0	2,8	3,4	4,2	3,7	2,1
	Allemagne	3,4	3,7	3,7	3,9	3,7	3,9	4,7	4,5	4,5	4,2
Santé	France	0,9	0,6	0,5	0,5	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
	Allemagne	2,9	2,5	1,9	1,0	0,5	0,4	0,1	0,1	0,1	0,2

(*) L'utilisation du glissement annuel permet de s'affranchir des saisonnalités éventuellement différentes entre les deux pays. La nomenclature commune de produits utilisée est celle dont on se sert habituellement pour l'IPC français.

(1) : Loyers, eau, chauffage urbain
Sources : INSEE et DGCCRF

Différentiel d'inflation France-Allemagne : une approche sectorielle

plus visible sur l'évolution des prix que les deux pays se situent dans un régime de faible inflation.

Des mouvements liés à des événements exceptionnels ...

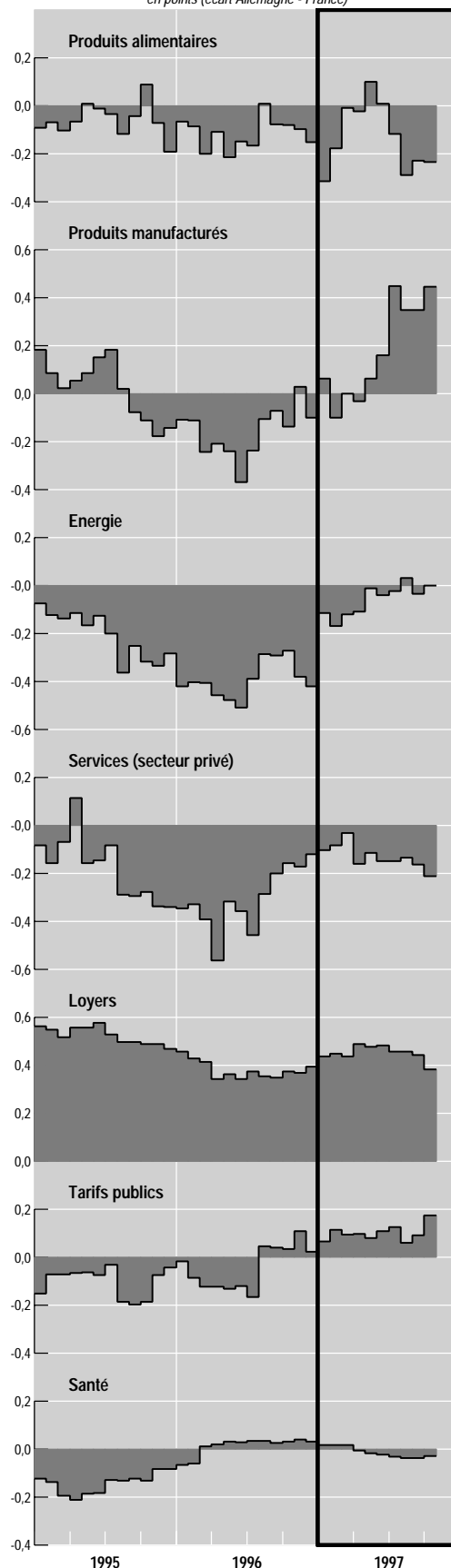
Certains événements exceptionnels se traduisent par des chocs sur les prix. La structure de la consommation ou de l'approvisionnement des pays peut en amplifier l'impact. L'envolée des cours mondiaux du café et l'épizootie de peste porcine du printemps 1997 ont ainsi provoqué, à partir du mois de mai, une accélération des prix nettement plus forte en Allemagne qu'en France.

L'envolée des cours du café au printemps dernier, qui a pris fin au mois d'août, vient de mauvaises anticipations de récoltes au Brésil, premier producteur de café Arabica. Cette variété de café représente la quasi-totalité de la consommation de café en Allemagne et simplement la moitié en France. La divergence des prix (+16,8% en Allemagne contre +13,3% en France en octobre, en glissement annuel) est amplifiée par le poids du café dans l'"Alimentation hors produits frais", plus élevé en Allemagne (3,3%) qu'en France (1,4%).

Les effets de l'épizootie de peste porcine sur les prix allemands sont plus marqués notamment parce que la maladie s'est propagée à l'Allemagne à partir des Pays-Bas et n'a pas touché la France. Par ailleurs, les importations françaises de viande en provenance des Pays-Bas sont beaucoup moins importantes que celles de l'Allemagne. Avec la fin de la crise, le prix de la viande de porc revient à la normale à l'automne. L'impact de ce choc sur l'écart de prix s'est concentré sur août et septembre (+5,5% en Allemagne contre +3,2% en France en glissement annuel). Enfin, le poids de la viande de porc dans l'indice

4

CONTRIBUTIONS SECTORIELLES A L'ECART D'INFLATION ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE DE L'OUEST
en points (écart Allemagne - France)



Note
Pour un secteur i , la contribution sectorielle est :
 $c(i) = cAll(i) - cFr(i)$, où $cAll(i)$ est la contribution du secteur i de l'IPC allemand au glissement annuel (et respectivement $cFr(i)$ pour la France), soit :
 $cAll(i) = Pds All(i) \times InflAll(i)$
où $Pds All(i)$ est le poids du secteur i dans l'IPC allemand et $InflAll(i)$ le glissement annuel des prix du secteur i .

sources : INSEE, Statistisches Bundesamt, DGCCRF

Différentiel d'inflation France-Allemagne : une approche sectorielle

de l'«Alimentation hors produits frais» allemand (3,9%) est un peu plus élevé qu'en France (2,9%).

... ou récurrents

La différence de volatilité de certains prix accroît le risque de modifications importantes des écarts de prix.

Les prix des produits frais dépendent fortement des aléas climatiques. Ils sont moins volatils en Allemagne, qui importe davantage ces produits que la France, du fait de capacités de production insuffisantes pour répondre à la demande. Les hausses sensibles en janvier 1997 comme les baisses du printemps s'observent dans les deux pays mais l'ampleur en est moindre outre-Rhin. La sensibilité plus forte des prix français aux aléas climatiques est génératrice d'un écart d'inflation qui est d'autant plus important que le poids des produits frais est plus élevé dans l'indice français.

De façon analogue, les prix des produits pétroliers suivent, avec une réactivité propre à chaque pays, les évolutions très erratiques des cours du pétrole. Le comportement différent des prix des produits pétroliers est imputable à l'importance relative des taxes forfaitaires (comme la taxe intérieure sur les produits pétroliers, en France) dans le prix : 58% pour le supercarburant en France, contre 50% en Allemagne et respectivement 78% contre 41% pour le fioul domestique. Ainsi, les prix ont vivement réagi à la hausse des cours en Allemagne (notamment en mai et août).

Des mesures de politique économique

La politique fiscale, l'intervention de l'État dans le domaine de la santé publique et les mesures tarifaires de monopoles publics ont un impact sur l'écart d'inflation.

5

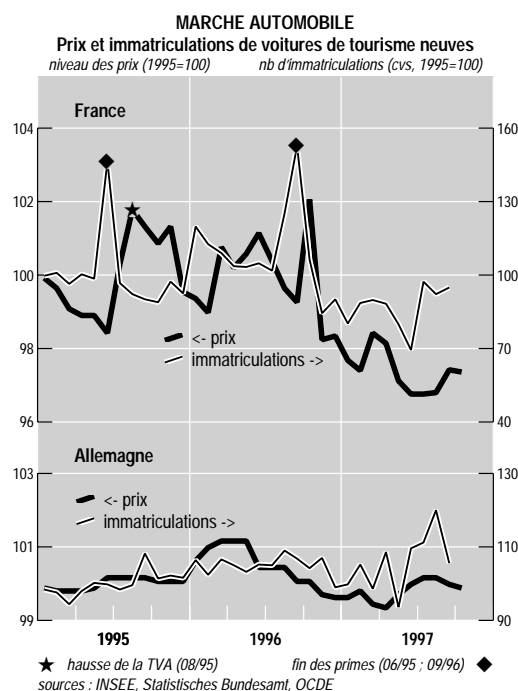


Tableau 3 : Décomposition par facteurs de l'écart total d'inflation Allemagne de l'Ouest - France

(en points de contribution, à 5 centièmes de point près)

Décomposition de l'écart total	en janvier	en octobre	différence entre janvier et octobre
Écart total	0,1	0,7	+0,6
"Mesures de politique économique" (1)	0,0	0,35	+0,35
dont : le ticket modérateur	0,0	0,15	+0,15
la fin de la prime auto	0,0	0,15	+0,15
les tarifs des télécoms	0,0	0,05	+0,05
Assurances (2)	0,0	0,10	+0,10
Café (3)	0,0	0,05	+0,05
(1) +(2) +(3)	0,0	0,5	+0,5
Produits pétroliers	-0,2	-0,1	+0,1
Total	-0,2	0,4	+0,6
Résidu (*)	0,3	0,3	0,0

(*) le résidu (écart total - total des facteurs) correspond à l'ensemble des autres postes couverts par l'indice, soit 90% de l'indice français et 86% de l'indice allemand.

La réforme de l'assurance maladie en Allemagne illustre bien cet effet des décisions publiques. Elle entraîne notamment un relèvement à deux reprises du ticket modérateur de 19,5% en février et de 76,9% en juillet. Dans l'indice allemand, le prix des produits pharmaceutiques est décomposé en une partie "prix de marché" pour les produits exclus des remboursements de l'assurance maladie et une partie "ticket modérateur" (3), dont le poids est très faible (0,1%) dans l'indice. Mais, à cause de l'ampleur exceptionnelle

des relèvements, la contribution du ticket modérateur à la hausse du glissement annuel des prix des "Produits manufacturés" n'est pas négligeable : nulle depuis trois ans, elle atteint 0,1 point en février et passe à 0,5 point à partir de juillet, soit la moitié de la progression des prix des produits manufacturés allemands.

(3) Partie du prix du médicament non remboursée par les organismes d'assurance maladie. Le ticket modérateur est ici classé dans le regroupement "produits manufacturés".

La prime "qualité de l'État" de soutien au marché de l'automobile français est une autre mesure qui a un effet indirect sur l'écart de prix. La fin annoncée de cette mesure pour le 30 septembre 1996 avait provoqué des achats anticipés d'automobiles. On observe, en effet, que les ventes ont par la suite été fortement déprimées. En Allemagne, la demande est restée normale. Ce décalage sectoriel de conjoncture se traduit par une divergence de prix qu'illustre le graphique 5. L'automobile contribue pour près de deux dixièmes de point au différentiel en octobre (cf. tableau 3). La reprise progressive du marché automobile français pourrait mettre fin à la baisse des prix.

Enfin, l'évolution des écarts sur le poste "Tarifs publics" provient essentiellement des baisses de tarifs consécutives à la déréglementation des télécommunications. En octobre 1997, l'écart entre les glissements annuels se creuse car la baisse des prix des télécommunications a été beaucoup plus impor-

tante en France qu'en Allemagne. La contribution des télécommunications au différentiel sur les tarifs publics atteint 1,2 point en octobre.

Des facteurs statistiques

Dans certains cas, l'écart provient de différences dans la méthode de construction des indices.

L'indice allemand est un indice de coût de la vie (cf. encadré 2). A ce titre, il comprend le ticket modérateur. Avec un prix total du médicament inchangé, une baisse du taux de remboursement du médicament se traduit donc en Allemagne par une augmentation de l'indice et en France par une stabilité.

La hausse soutenue des loyers allemands se répercute d'autant plus que le poids du poste "Loyers" dans l'indice est fort en Allemagne. L'IPC allemand intègre en effet les loyers "fictifs", c'est-à-dire les loyers que les propriétaires devraient verser s'ils étaient locatari-

es de leurs logements. Cette prise en compte revient quasiment à doubler le poids des loyers dans l'IPC.

Enfin, l'indice allemand comprend les assurances. En France, ce poste est pour l'instant exclu. Or, la hausse des prix des assurances a été particulièrement forte en Allemagne ces mois derniers. La contribution de ce poste au glissement annuel de l'IPC allemand, quasiment nulle en janvier 1997, s'élevait à un dixième de point en octobre.

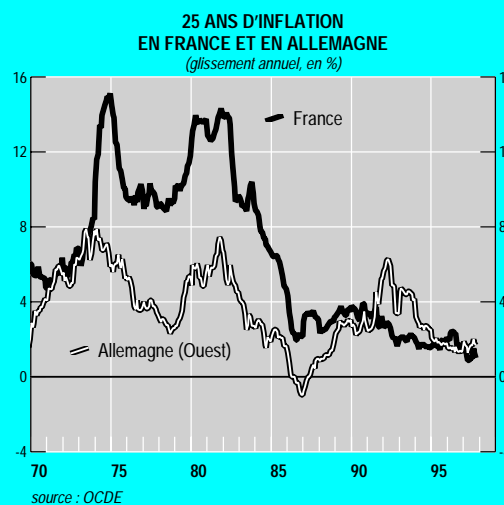
Tous ces facteurs expliquent la progression de l'écart

Les loyers participent notablement à l'écart, mais de façon à peu près stable depuis plusieurs années, de l'ordre de quatre à cinq dixièmes de point (cf. graphique 4). Les écarts constatés sur les prix des "Produits frais" et de la viande de porc ont eu un fort impact favorable à la France, mais plutôt au printemps dernier, l'écart revenant à partir de

25 ans d'inflation en France et en Allemagne de l'Ouest

Lors du premier choc pétrolier (1973), les prix à la consommation ont progressé beaucoup plus rapidement en France qu'en Allemagne, pays où le taux d'indépendance énergétique était déjà élevé. De plus, l'évolution divergente des coûts salariaux unitaires et les dévaluations successives du franc jusqu'au milieu des années quatre-vingt ont nourri le différentiel d'inflation au détriment de la France. A partir du second choc pétrolier (1979), plusieurs éléments concourent à une désinflation plus rapide en France qu'en Allemagne. D'une part, la France a accru son indépendance énergétique. D'autre part, elle mène, à partir de 1982, une politique rigoureuse de lutte contre l'inflation : encadrement des prix jusqu'en 1986 (date de la libération des prix), changement du mode d'indexation et quelquefois blocage des salaires. En Allemagne, l'inflation a diminué également, mais plus modérément, si bien que le différentiel d'inflation est passé de 8% environ en 1980 à moins de 3% en 1986. A partir de cette date, l'inflation française est durablement maintenue à un bas niveau. A contrario, les prix allemands, qui ont baissé en niveau au moment du contre-choc pétrolier (1986), se sont remis à progresser sous la pression de coûts salariaux orientés à la hausse. Ce mouvement s'est brusquement amplifié en 1991 avec la réunification allemande, alors que le rythme d'inflation n'a jamais été aussi bas en France. La tendance s'est de nouveau inversée en août 1995 au profit de l'Allemagne, à la suite du relèvement en France du taux normal de TVA de 18,6% à 20,6%, dont les effets directs sont perceptibles dans

le glissement annuel jusqu'en juillet 1996. D'août à décembre 1996, les prix ont évolué à peu près de conserve des deux côtés du Rhin (autour de 1,5% l'an), l'écart d'inflation se limitant à deux ou trois dixièmes de point en faveur de l'Allemagne.



Une approche à partir des indices harmonisés européens

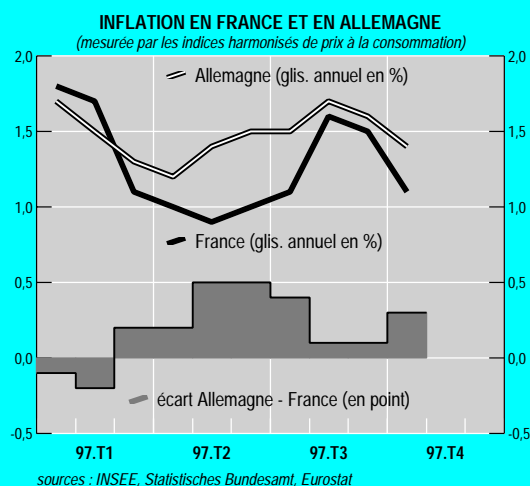
Si les indices de prix à la consommation (IPC) nationaux continuent d'être les indices principalement suivis, en particulier pour l'indexation de nombreuses prestations, leur comparaison pose quelques problèmes. L'indice français se veut le reflet du prix de la consommation, l'indice allemand (*Preisindex für die Lebenshaltung*) cherche, littéralement, à suivre l'évolution des prix du "niveau de la vie", soit plus simplement du coût de la vie. Cette divergence conceptuelle a des conséquences importantes sur le type de produits intégrés dans les indices et la façon de calculer leurs prix. De plus, les méthodes de construction de ces indices sont différentes. De ce fait, les évolutions sectorielles de prix étudiées dans ce dossier ne sont qu'imparfaitement comparables ⁽¹⁾. Le traitement du ticket modérateur et des loyers "fictifs" en est une bonne illustration.

Dans le but d'harmoniser les calculs des évolutions de prix pour les rendre comparables entre États de l'Union européenne, Eurostat publie un Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH), indice retenu pour l'évaluation du critère d'inflation dans le passage à la troisième phase de l'UEM et par la future banque centrale européenne ⁽²⁾. Il offre par conséquent l'avantage de la comparabilité internationale : approche conceptuelle unique, même champ de couverture et nomenclature commune (les pondérations de chaque poste variant néanmoins d'un pays à l'autre en fonction de l'importance relative des dépenses de consommation).

L'évolution de l'IPC français est assez proche de celle de l'indice harmonisé. En revanche, les évolutions des indices publiés par l'Allemagne et par Eurostat diffèrent sensiblement. L'écart constaté entre les progressions des IPC et IPCH allemands, de l'ordre de 0,2 à 0,4 point par mois, provient essentiellement des loyers "fictifs", qui progressent nettement plus vite que la moyenne de l'indice, mais aussi du ticket modérateur (effet perceptible à partir de juillet 1997), tous deux absents de l'IPCH. De ce fait, alors que l'écart maximal entre les glissements annuels des IPC français et allemand est de 0,9 point (juillet), l'écart maximal des IPCH n'est que de 0,5 point (juin) et ne dépasse pas 0,3 point depuis le mois d'août. L'écart est concentré sur deux des douze regroupements de l'IPCH : "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" et "Transports".

(1) Wolfgang Buchwald et Alain Saglio se sont intéressés à ces problèmes de comparabilité des IPC français et allemand (Cf. *Economie et Statistique* n°275-276, 1994 5/6).

(2) Sur la méthodologie de l'IPCH, Cf. *Informations Rapides* n°73 du 7 mars 1997.



l'été à son niveau du début de l'année. Le tableau 3 présente les effets des autres facteurs.

Persistance d'un écart

Les facteurs identifiés précédemment expliquent l'évolution de l'écart entre janvier et octobre 1997 mais on constate dans le tableau 3 la persistance d'un écart résiduel d'environ trois dixièmes de point. Quelques hypothèses d'ordre économique peuvent être avancées : différentiel de croissance des coûts salariaux, déséquilibres sur le marché allemand du logement, niveau des taux d'utilisation des capacités de production et évolution des taux de change. En dehors des loyers,

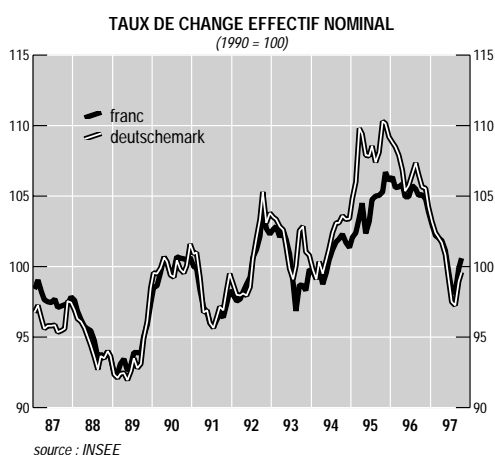
l'impact de ces mécanismes, qui semble a priori limité, est assez difficile à quantifier. Ici, une approche économétrique serait plus appropriée que l'approche sectorielle privilégiée dans ce dossier. On observe toutefois que la contribution des loyers explique l'ensemble de l'écart résiduel.

Après une période (de 1991 à 1994) où ils augmentaient chaque année plus rapidement en Allemagne qu'en France (cf. tableau 4), les coûts salariaux unitaires progressent depuis 1995 moins rapidement en Allemagne, grâce à une nette décélération des salaires et à des gains élevés de productivité. Le décalage entre les deux pays peut en partie expliquer la divergence de prix dans les "Services du secteur

privé". Les bas salaires, qui constituent l'essentiel de la masse salariale dans les hôtels-café-restaurants, la coiffure et la réparation automobile (soit près des deux tiers du poste "Services du secteur privé"), sont sans doute sensibles en France aux relèvements du SMIC de juillet 1995 et 1997.

Depuis plusieurs années, les loyers progressent à un rythme plus soutenu en Allemagne qu'en France. D'une part, en Allemagne, les loyers ne sont pas encadrés comme en France (où les relèvements de loyers sont généralement réglementés, parfois indexés sur l'indice du coût de la construction, et donc plafonnés). D'autre part, et c'est la raison principale, il y a une pénurie de logements en Allemagne de

Différentiel d'inflation France-Allemagne : une approche sectorielle



⑥

Tableau 4 : Évolution en moyenne annuelle des Coûts unitaires de la main-d'oeuvre dans les entreprises

Moyenne annuelle (%)	moyenne 1990-1994	1995	1996	1997
France	1,8	1,3	0,8	-0,1
Allemagne	2,9	0,9	-0,3	-0,9
Allemagne - France	1,1	-0,4	-1,1	-0,8

Sources : INSEE et Perspectives économiques de l'OCDE, n°61, juin 1997.

Tableau 5 : L'écart se maintient à l'horizon de juin 1998

Mois	Rappel Oct. 97	nov. 97	déc. 97	juin 98
France	1,0	de 1,2 à 1,3	1,1*	1,4*
Allemagne	1,8	1,9	2,0*	2,2*
Écart	0,8	de 0,6 à 0,7	0,9*	0,8*

Sources : INSEE et DGCCRF

(*) : prévisions INSEE et Direction de la Prévision

l'Ouest. La tension sur l'offre de logements fait monter les prix. Cette pénurie s'explique essentiellement par des flux migratoires importants vers l'Allemagne occidentale, l'immigration venant en partie de l'Allemagne orientale, mais surtout de l'Europe de l'Est. Le déséquilibre de l'offre et de la demande en logements semble relativement durable.

Les Taux d'Utilisation des Capacités de production (TUC) sont proches des deux côtés du Rhin et suivent les mêmes évolutions, avec un léger retard pour la France sur la

période récente. De ce fait, alors que le TUC allemand se situe aujourd'hui sensiblement au-dessus de son niveau moyen, le TUC français vient seulement d'atteindre ce niveau. Ce retard dans la remontée des TUC pourrait expliquer des tensions sur les prix de production plus vives en Allemagne qu'en France. Leur impact sur les prix à la consommation est cependant faible et en tout état de cause limité aux produits manufacturés.

Il est également possible que l'Allemagne soit plus sensible aux hausses de prix en monnaie natio-

nale induites par la dépréciation effective du mark (-5,7% en glissement annuel en octobre - cf. graphique 6), légèrement plus importante que celle du franc (-4,3%). En effet, depuis le mois de juillet, avec la deuxième vague de forte appréciation des monnaies anglo-saxonnes, une partie de l'écart d'inflation, notamment sur les "Produits manufacturés", s'explique sans doute par la hausse du prix des importations. L'écart s'est en effet accru sur des articles essentiellement importés : les radio-télévisions, les articles hi-fi et de photographie.

Stabilité du différentiel d'inflation au premier semestre 1998

En France, le glissement annuel devrait passer de 1,0% en octobre à 1,1% en décembre 1997 et à 1,4% en juin 1998 (cf. tableau 5). La principale raison de cette accélération est la remontée des prix des produits manufacturés, liée à la reprise dans le secteur automobile. En Allemagne, le glissement annuel passerait à 2,0% à la fin de l'année, puis à 2,2% en juin 1998. L'écart devrait donc rester stable au premier semestre de 1998. Les tendances de fond des évolutions de prix étant très proches des deux côtés du Rhin tout comme l'évolution des monnaies nationales, la sortie des hausses exceptionnelles en Allemagne (par exemple, le relèvement du ticket modérateur de juillet 1997) dans le calcul du glissement annuel de l'indice laisse augurer une légère baisse de l'écart à partir du mois de juillet 1998. Néanmoins, l'annonce récente (le 11/12/97) du relèvement d'un point du taux normal de TVA au 1er avril 1998 pourrait remettre en cause cette perspective. ■